

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	23.04.2024
Thema	Keine Einschränkung
Schlagworte	Immobilienmarkt, Banken
Akteure	Gewerkschaft Medien und Kommunikation (syndicom)
Prozesstypen	Keine Einschränkung
Datum	01.01.1965 - 01.01.2023

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Freymond, Nicolas
Zumofen, Guillaume

Bevorzugte Zitierweise

Freymond, Nicolas; Zumofen, Guillaume 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Immobilienmarkt, Banken, Gewerkschaft Medien und Kommunikation (syndicom), 2008 - 2021*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 23.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Wirtschaft	1
Geld, Währung und Kredit	1
Banken	1
Infrastruktur und Lebensraum	1
Verkehr und Kommunikation	1
Post und Telekommunikation	1

Abkürzungsverzeichnis

POG	Postorganisationsgesetz
SGB	Schweizerischer Gewerkschaftsbund
SGV	Schweizerischer Gewerbeverband
PG	Postgesetz
TBTF	Too big to fail

LOP	Loi sur l'organisation de la Poste
USS	Union syndicale suisse
USAM	Union suisse des arts et métiers
LPO	Loi sur la poste
TBTF	Too big to fail

Allgemeine Chronik

Wirtschaft

Geld, Währung und Kredit

Banken

BUNDESRATSGESCHAFT
DATUM: 30.06.2021
GUILLAUME ZUMOFEN

Le **Conseil federal soumet au Parlement une révision partielle de la loi** sur l'organisation de la Poste (**LOP**). Cette modification a pour objectif d'offrir la possibilité  PostFinance d'accorder des hypothèques et des crédits en toute autonomie. La **privatisation de PostFinance** est une réponse  la baisse de sa capacité de rendement. Selon le Conseil federal, cette baisse de capacité, induite par la baisse des taux d'intérêts, met en danger son mandat légal de service universel en matière de trafic de paiements. La révision partielle de la LOP prolonge également plusieurs interventions parlementaires.

En outre, la séparation de PostFinance du groupe Poste et son implémentation en tant que banque d'importance systémique soumis  la législation too big to fail (TBTF) force la Confederation  combler, sur une périodes limitée, le découvert résiduel de fonds propres. Le Conseil federal demande donc au Parlement de valider un crédit d'engagement de CHF 1.7 milliards.

La privatisation de PostFinance a reçu un accueil mitige. Si l'Union suisse des arts et des métiers (USAM) et l'Union syndicale suisse (USS) ont fustige une attaque contre le service public, Syndicom a déjà brandi la menace du référendum.¹

Infrastruktur und Lebensraum

Verkehr und Kommunikation

Post und Telekommunikation

VERORDNUNG / EINFACHER
BUNDESBESCHLUSS
DATUM: 22.10.2008
NICOLAS FREYMOND

 la surprise générale, et contre l'avis de Moritz Leuenberger, le Conseil federal est revenu sur sa décision de l'année précédente en optant pour une **accélération du rythme de la libéralisation**. Selon le projet mis en consultation en février, le monopole sera abaisse  50 grammes dès le 1er avril 2009, puis supprime en 2012 (au lieu de 2011 et 2014 respectivement). Estimant que la loi sur la poste (LPO) lui en donnait la compétence, le college gouvernemental a en outre decide de procéder **par voie d'ordonnance**, c'est--dire sans passer par le parlement. Pour l'ouverture complète, par contre, une révision de la LPO, soumise au référendum facultatif, sera nécessaire. Le service universel y sera maintenu et confie  la Poste pour la périodes 2012-2017. En 2017, il sera mis au concours. Sous la pression des milieux bancaires, le Conseil federal a finalement renoncé  proposer d'octroyer une licence bancaire  PostFinance. La Poste a réagi négativement, jugeant une réforme des conditions cadres nécessaire avant l'abaissement du monopole, afin de garantir l'égalité de traitement avec ses concurrents. Elle a en outre reittere sa demande de licence bancaire en échange de la suppression de la garantie d'Etat. Le Syndicat de la communication a, lui, fustige la «soumission» du Conseil federal  Economiesuisse et prédit  court terme la suppression de nombreux bureaux de poste et emplois.

Lors de la consultation, le PS, les Verts et les syndicats ont rejete le projet du Conseil federal car il ne garantit pas le service universel pour tous, c'est--dire pour les habitants de toutes les régions, et laisse présager la suppression de nombreux emplois et la dégradation des conditions de travail dans la branche. Le PS a par ailleurs plaide en faveur d'une véritable banque postale.  l'inverse, le PDC, le PRD, l'UDC, Economiesuisse et la Federation des entreprises suisses se sont montres très favorables, jugeant que la libéralisation procurera une plus grande liberté de choix, une meilleure qualité des prestations et une baisse des prix. Le projet a divise les associations de consommateurs : alors que la FRC romande s'est déclarée hostile  la libéralisation, la Konsumentenforum a plaide en sa faveur. Enfin, l'association des communes suisses y est opposée, car le projet du Conseil federal ne garantit pas le service universel generalise.

Au parlement, la manière de faire du Conseil federal a été vivement critiquée. Dans un premier temps, l'Assemblée fédérale a biffe l'abaissement dès 2009 du monopole de la Poste sur les lettres de 100  50 grammes du programme de législature. En dépit de cet avertissement, le Conseil federal a decide, le 22 octobre, d'abaisser, par voie

d'ordonnance, la limite du monopole pour les lettres de 100 à 50 grammes dès le 1er juillet 2009. S'il a rappelé sa volonté de libéraliser totalement le marché postal, il a toutefois renoncé à fixer une échéance précise. De plus, la version définitive du projet dissocie clairement la révision prochaine de la législation postale et la libéralisation. Cette dernière fera en effet l'objet d'un arrêté fédéral distinct, soumis au référendum facultatif. Enfin, le gouvernement a renoncé à soumettre à terme le service universel à un appel d'offres, ralliant l'opinion fréquemment émise lors de la consultation qu'aucun concurrent de la Poste ne pourrait offrir ce service.²

1) FF, 2021, pp.1668 s.; LT, NZZ, 1.7.21

2) Presse du 17.9.08; LT, 19.9.08 (AF); presse du 23.10.08 (CF); Presse du 28.2.08.; TA, 5.3.08 (PS); LT, 16.6.08; LT et NZZ, 17.6.08; LT, 4.7.08 (communes).